

**Circulaire du 15 juillet 1994 relative à la mise en œuvre du procédé Stéril'Max de désinfection de déchets contaminés des établissements hospitaliers et assimilés**

NOR : SPSP9402320C

Paris, le 15 juillet 1994.

*Le ministre d'Etat, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, et le ministre de l'environnement à Messieurs les préfets des régions (pour information), Mesdames et Messieurs les préfets des départements (pour exécution)*

Par la circulaire du 26 juillet 1991, nous vous informions de notre volonté d'étendre les possibilités de traitement des déchets des établissements hospitaliers et assimilés à d'autres procédés que la stricte incinération.

En application de ce texte, nous avons l'honneur de vous faire connaître que le procédé Stéril'Max présenté par la Société nouvelle des établissements Joseph Lagarde, B.P. 35, route de Valence, 26201 Montélimar Cedex, vient d'être soumis à une telle procédure d'évaluation. La machine sur laquelle ont été effectués les essais est le Stéril'Max 100 de volume utile 1 mètre cube. Le 19 mai 1994, le Conseil supérieur d'hygiène publique de France a rendu un avis favorable à l'utilisation de ce procédé pour le prétraitement des déchets d'activités de soins, sous réserve du respect de certaines modalités ; vous trouverez cet avis joint en annexe. L'objectif de cette circulaire est de mettre en œuvre le contenu de cet avis. Le conseil supérieur a constaté que les déchets issus de cet appareil présentent, de façon fiable ; un niveau de contamination microbiologique inférieur à celui des ordures ménagères. Les déchets ainsi prétraités peuvent être éliminés soit par incinération, soit par mise en décharge, suivant les modalités habituelles relatives aux résidus urbains : il conviendra d'exclure les techniques de compostage en raison des caractéristiques physicochimiques et organiques de ces déchets.

En complément des produits déjà interdits et rappelés dans la circulaire précitée, les toxiques volatils ne doivent pas être soumis à ce procédé.

Nous vous rappelons que, conformément à notre circulaire visée en référence, il conviendra de faire parvenir à nos départements ministériels respectifs les arrêtés de dérogation que vous pourriez être amenés à prendre et de suivre avec une attention particulière le fonctionnement de telles installations, compte tenu de leur caractère novateur.

C'est pourquoi, nous vous demandons de bien vouloir adresser également à nos départements ministériels respectifs et dans les six mois suivant une telle installation un rapport rendant compte de son insertion dans la chaîne d'élimination des déchets.

Vous voudrez bien nous tenir informés des difficultés que pourrait rencontrer la mise en œuvre de cette circulaire.

*Le ministre d'Etat, ministre des affaires sociales, De la santé et de la ville,*

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur général

De la santé

*Le sous-directeur de la veille sanitaire*

Y. COQUIN

Le ministre de l'environnement  
Pour le ministre et par délégation  
Le directeur de la prévention  
des pollutions et des risques,  
délégué aux risques majeurs,  
G. DEFRANCE

**ANNEXE**

**A LA CIRCULAIRE DU 15 JUILLET 1994**

**Avis relatif au procédé Stéril-Max  
de désinfection de déchets d'activités de soins**

Considérant les éléments contenus dans le dossier n°24.02.94 remis par le pétitionnaire et les paramètres de fonctionnement suivants : température 135°C, durée dix minutes, pression 3,128 bars avec une alternance de quatre mises sous vide ;

Considérant les résultats des essais effectués sur la machine Stéril-Max 100 de volume 1 mètre cube, effectués de début septembre 1993 à fin janvier 1994 au centre hospitalier de Montélimar (Drome), les analyses microbiologiques ayant été réalisées par l'institut Pasteur de Lyon (département Hygiène appliqué à l'homme et à son environnement, unité de biologie) ;  
Considérant que l'efficacité antimicrobienne du procédé assure une désinfection des déchets d'activités de soins contaminés les amenant à un niveau de contamination inférieur à celui des déchets ménagers,  
Le conseil, après audition de l'industriel et ayant débattu,

1. Donne un avis favorable à l'utilisation du procédé Stéril'Max dont le dossier a été présenté par la Société nouvelle des établissements Joseph Lagarde, B.P. 35, 100, route de Valence, 26201 Montélimar

Cedex, pour la désinfection des déchets d'activités de soins contaminés (au sens de la réglementation en vigueur, et notamment de la circulaire du 26 juillet 1991) ;

2. Demande que :

- toute modification portant sur les paramètres de fonctionnement ou sur les capacités de traitement fasse l'objet d'un nouveau dossier et, le cas échéant, d'un nouvel avis du conseil ;
- les enregistrements des paramètres de fonctionnement soient conservés afin de pouvoir être consultés par les autorités compétentes ;

3. Souligne que :

- le local d'implantation et les conditions d'exploitation de la machine doivent être conformes aux dispositions réglementaires en vigueur relatives aux règles d'hygiène et de sécurité ;
- la machine dans sa configuration normale possède deux broyeurs (un avant le traitement et un après le traitement) ; dans le seul cas d'une installation de la machine sur un site d'incinération de déchets, le second broyeur ne sera pas obligatoire.